

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

# LA VÉRITÉ

ORGANE DU GROUPE BOLCHEVIK-LÉNINISTE de la S.F.I.O. (Anc. Ligue Communiste)

## NOTRE MOTION POUR LE CONGRÈS NATIONAL

**Pas d'Union Sacrée**  
pour la sécurité de la bourgeoisie,  
**Milice Ouvrière**  
pour la sécurité des travailleurs.

### Le pouvoir aux travailleurs, seul barrage à la guerre, seul appui à l'U.R.S.S. seule issue à la crise

On trouvera ci-contre notre motion pour le Congrès. Elle a été rédigée en commun avec les camarades de la lutte de classes. A la dernière heure, des nécessités de mise en page nous ont contraints d'amputer fortement le texte primitif, dans sa partie explicative. La résolution proprement dite a été conservée intégralement.

Le Congrès du Parti, sera l'occasion pour les militants, de dire dans quelle voie ils veulent s'engager : ou la voie réformiste et son succédané « la troisième voie » cherchée par Blum-Fauro, ou la voie révolutionnaire.

Nous ne demanderons pas en ce qui nous concerne, qu'on dénigra l'intégralité de nos principes. Nous marquons simplement les conditions et les moyens de la seule politique possible, afin que ceux qui en ont déjà approuvé les mots d'ordre essentiels, lors du dernier Conseil fédéral de la Seine du 25 février, puissent à nouveau se regrouper autour de la même politique, plus clairement adaptée aux nécessités de la lutte pour le pouvoir.

On sait que pour nous, la victoire du prolétariat est liée à la constitution dans le feu de la lutte du parti révolutionnaire mondial, la 4<sup>e</sup> Internationale. Nous nous efforcerons d'en convaincre dans l'action les militants révolutionnaires et de bâtir avec eux l'avant-garde de la classe ouvrière.

L'arrêt dans le développement des forces productives mondiales, et plus encore leur régression, signifient que le système de production capitaliste s'est définitivement épuisé, qu'il doit céder la place au système socialiste. Par le maintien ultérieur de la propriété privée des moyens de production — que la bourgeoisie ne peut assurer qu'avec la victoire du fascisme — l'humanité est menacée de tomber dans la barbarie. La classe ouvrière peut seule arracher les forces productives des mains des exploités capitalistes.

Fascisme et guerre qui ont grandi en Europe avec les défaites ouvrières dans plusieurs pays, ne peuvent plus être endigués et brisés que par la prise du pouvoir par les masses travailleuses en France.

#### LE GOUVERNEMENT FLANDIN

Toute la politique intérieure de Flamin a consisté à rejeter des charges nouvelles sur le dos des masses exploitées, au bénéfice des magnats des Banques et de l'Industrie.

Quant aux libertés démocratiques, les phrases de Flamin se traduisent dans la réalité par les faits suivants : protection et couverture de l'armement interrompu des bandes fascistes, interdiction des manifestations ouvrières, lois scélérates pour la protection du moral de l'armée, arrestations massives, lourdes condamnations, développement de l'esprit xénophobe et chauvin, etc.

A l'extérieur, la politique de Flamin, fidèle continuateur de Doumergue, n'est pas moins hypocrite et odieuse.

Les accords franco-anglais, les accords de Rome, les négociations pour lier les travailleurs russes dans une alliance militaire masquée sous le nom « d'assistance mutuelle », avec la Belgique, l'Italie et la Petite Entente, sont les pas vers une politique militariste accentuée dont elle est inséparable. Loin d'organiser la paix, cette politique organise inévitablement la guerre. Seuls des chauvins et des nationalistes peuvent la soutenir.

#### QUELLE A ETE LA POLITIQUE DU PARTI ?

La politique de la direction du parti, loin de s'appuyer sur une telle analyse, a consisté surtout en déclarations parlementaires. Flamin a joué en fait d'un préjugé favorable. La chute de Doumergue fut l'occasion pour le Groupe parlementaire et la C. A. P. de se déclarer prêts à participer à un ministère républicain bourgeois.

Ensuite à la Chambre l'opposition a été réduite au minimum. Dans le pays, l'action a été ramenée à l'échelle des combinaisons parlementaires ; le Parti a contribué à vider de tout contenu l'action contre les deux ans. Enfin, pour comble, le Groupe Parlementaire a apporté sa confiance massive au gouvernement en votant les accords de Rome, et en s'abstenant dans la défense passive.

#### L'HEURE DE LA LUTTE POUR LE POUVOIR EST VENUE

Il est temps de rompre avec cet engourdissement, dont les ennemis mortels de la classe ouvrière profitent pour préparer leur assaut décisif. Instruits par les expériences de l'Allemagne, de l'Autriche, de l'Espagne, les travailleurs socialistes doivent déclarer que l'heure est venue de préparer sans délai l'assaut contre le capitalisme générateur de ruine et de massacre. La cause du peuple et la cause de la paix ne dépendent ni des gouvernements bourgeois ni du Parlement crapuleux ; elles dépendent directement du sort de la révolution prolétarienne.

Le maintien et l'élargissement des libertés démocratiques ne peuvent pas être assurés par les votes parlementaires, mais par une profonde action extra-parlementaire des masses. Et cette action ne peut avoir qu'un but direct : le pouvoir aux masses travailleuses !

Par l'approfondissement de la crise politique, le mécontentement grandissant de toutes les couches de la nation, l'énervement, l'instabilité, l'irritation des couches paysannes et de la petite bourgeoisie des villes, la situation en France a acquis un caractère pré-révolutionnaire qui aboutira à une situation révolutionnaire si les travailleurs sont entraînés résolument à l'offensive, mais qui se changera certainement en

Le Congrès du Parti Socialiste considère que toute la situation nationale et internationale impose au prolétariat de prendre sans délai la tête de la lutte pour le pouvoir. Si LA CLASSE OUVRIÈRE ET LES L'AFFRIMÉS DE TOUTE CONDITION ne parviennent pas à s'emparer du pouvoir, en expropriant la bourgeoisie, c'est la réaction militariste des Tardieu et des Weygand et le fascisme des La Rocque, des Buard et des Taittinger qui inévitablement s'en empareront.

C'EST POURQUOI LE PARTI SOCIALISTE PROCLAME SA VOLONTÉ DE RASSEMBLER LES MASSES TRAVAILLEUSES IMMÉDIATEMENT SOUS LE MOT D'ORDRE DE LA LUTTE POUR LE POUVOIR, QUI DOIT SERVIR D'AXE A L'ACTION DU PARTI SUR TOUS LES TERRAINS : POLITIQUE, ÉCONOMIQUE, SOCIAL, MILITAIRE.

La seule voie vers le pouvoir est la voie révolutionnaire. Entre les méthodes réformistes et les méthodes insurrectionnelles, il n'y a pas de place pour une troisième méthode. Seule « la force est la grande accoucheuse des sociétés ».

#### II

La condition préalable de cette lutte est l'action sans merci contre le gouvernement de spoliation et de guerre de Flamin, qui, loin de défendre les libertés des travailleurs au sein du régime capitaliste, les détruit méthodiquement avec le concours des fascistes, des militaristes et de l'Eglise.

Le Parti Radical-Socialiste lui apporte son concours dans cette tâche ; c'est pourquoi le Parti Socialiste considère indispensable la rupture de toute attache avec lui aux élections, au Parlement, hors du Parlement.

Il dénonce aussi de là que toute attitude ou pratique d'opposition bienveillante envers le Gouvernement et sa politique (votes au Parlement, etc...) doit être dénoncée comme incompatible avec une orientation révolutionnaire vers le pouvoir.

La lutte pour le pouvoir nécessite la rupture avec toute promesse et toute pratique d'Union Sacrée « même en cas d'agression caractérisée de l'Allemagne » (Discours de Blum), même sous le signe de la défense de l'U.R.S.S. Le Parti doit mener la lutte pour la révolution et l'instauration des Etats-Unis Socialistes d'Europe, comme seul moyen d'éviter la guerre. Si la guerre éclate néanmoins, la lutte pour le pouvoir doit se poursuivre PAR LA CONTINUATION DE LA LUTTE DE CLASSES, sans égard à la défaite de son propre impérialisme.

La lutte pour le pouvoir doit comporter également une propagande appropriée pour gagner au socialisme les exploités sous les armes.

#### III

Le Parti Socialiste déclare que les conquêtes démocratiques (libertés de réunion, de presse, d'association), qu'il ne faut pas confondre avec l'Etat parlementaire et la Constitution de 1875, ne peuvent être efficacement défendues que par les méthodes de l'action de masse révolutionnaire. Utilisant ces conquêtes subsistant de la période démocratique COMME MOYEN ET POINT DE DÉPART pour une action non limitée par la légalité bourgeoise, l'action de masse dirigée par les socialistes conduira à la lutte décisive pour le renversement de la bourgeoisie.

#### IV

La propagande et l'action pour le pouvoir se développeront sur la base d'un programme d'action contenant les grandes revendications (nationalisation des banques et des industries-clés) liées aux

une situation contre-révolutionnaire si les travailleurs restent dans l'attente et l'inaction.

Seule la prise du pouvoir par les travailleurs peut sauver le monde de la nouvelle guerre que le capitalisme prépare fiévreusement pour s'ouvrir avec des canons, des avions et des gaz, une issue hors de l'impasse où il se trouve.

#### CONTRE LA DÉFENSE NATIONALE

Le Parti doit dénoncer le mensonge de la défense nationale en régime capitaliste, au nom duquel une poignée d'exploiteurs fait s'entr'égorger des millions de prolétaires. Il déclare que si la guerre se déclenche, sa politique serait dans la guerre comme dans la paix, la lutte pour la défaite de sa propre bourgeoisie et pour son renversement le plus rapide. Le P. S. rappelle la parole de Marx et d'Engels aux ouvriers des pays capitalistes : « Les prolétaires n'ont pas de patrie, on ne peut leur enlever ce qu'ils n'ont pas ».

Dès à présent il faut mettre en garde les travailleurs contre toutes les tentatives qui seront faites pour les embrigader dans l'Union sacrée au nom de la lutte contre le fascisme hitlérien, et en cas d'adhésion politique de la France avec l'Union soviétique au nom de la défense de l'U.R.S.S. Pour défendre l'U.R.S.S., il faut aussi travailler à la défaite de ses exploités, de sa bourgeoisie.

revendications particulières à chaque couche laborieuse (mise au point d'une charte de revendications principalement pour les ouvriers, les femmes, les jeunes, les paysans, les chômeurs, les étrangers, les employés, les petits boutiquiers, les colons).

La lutte pour ces revendications sera placée sous le signe du CONTRÔLE par les exploités sur la production, l'échange et le crédit monopolisés par une poignée d'exploiteurs.

Le Parti fera appel aux syndicats confédérés pour se joindre à l'action commune en vue de susciter des rassemblements et des actions de masse autour des revendications ci-dessus, inscrites dans le Plan confédéral.

#### V

La propagande autour des revendications ci-dessus mentionnées sera liée aux mots d'ordre suivants comme principaux objectifs et moyens sur la voie du pouvoir :

- a) popularisation et préparation de la grève générale ;
- b) Création de la milice ouvrière ;
- c) Propagande pour l'armement du peuple.

#### VI

Le Parti souligne que la lutte pour le pouvoir ne peut que signifier la lutte pour la destruction radicale de l'appareil de l'Etat bourgeois (policiers, administratifs, constitutionnel et militaire) et son remplacement par l'Etat des ouvriers et des paysans, dont la forme a été trouvée par la Commune de Paris, puis réalisée par la Commune soviétique. Le Parti en vue de commencer d'instaurer la dualité de pouvoir, à l'intérieur de la société, créera les premiers éléments du pouvoir ouvrier (comités de quartier, communes ouvrières et paysannes, comités d'usine, cercles de soldats).

#### VII

Le Parti exige l'octroi de libertés élémentaires aux indigènes des colonies opprimées par la bourgeoisie française (libertés syndicales, de presse, de réunion, etc...) La classe ouvrière de France ne peut conquérir le pouvoir qu'en liaison avec les peuples et classes exploités par le capitalisme français dans ses colonies.

Dans la lutte pour le pouvoir un rôle important sera rempli par les catégories d'exploités les plus opprimées, tels que les jeunes, les femmes et les ouvriers immigrés. Le Congrès du Parti Socialiste décide donc de mener une campagne qui leur soit particulièrement destinée, et notamment de développer avec intensité un programme spécial de revendications qui leur soient propres.

#### VIII

LA VICTOIRE DES TRAVAILLEURS N'EST PAS POSSIBLE SANS UNE FORTE COHESION, SANS LA CONSTITUTION, DANS LA SÉLECTION DE LA LUTTE, D'UNE DIRECTION RÉVOLUTIONNAIRE, C'EST-À-DIRE, DANS LES CONDITIONS PRÉSENTES D'ORGANISATION DE LA CLASSE OUVRIÈRE, D'UN REGROUPEMENT DE SES ÉLÉMENTS CONSCIENTS DANS UN SEUL PARTI RÉVOLUTIONNAIRE CONSTITUÉ SUR UNE BASE POLITIQUE CLAIRE DÉDUITE DES ENSEIGNEMENTS, DES VICTOIRES ET DES DÉFAITES DU PASSÉ.

Pour hâter ce regroupement, dans le feu de l'action, est décidée la tenue régulière d'assemblées communes, entre membres des divers partis prolétaires en vue d'élaborer une plate-forme d'unité de contenu véritablement révolutionnaire.

#### UN PLAN D'ACTION

En vue de la lutte pour le pouvoir, le Congrès du P. S. doit fixer les directives suivantes qui devront inspirer chacun de ses membres et chacun de ses organismes dans leur action quotidienne.

1<sup>o</sup> Lutte impitoyable contre le gouvernement Flamin (ou autre de ce type) ; pas de tolérance envers le gouvernement Flamin considéré comme le « moindre mal », « l'éclaircie » (Frossard) sur le marais parlementaire, comme celui qui permet que la « république respire » (Blum).

Rupture totale au Parlement et hors du Parlement avec le Parti radical qui vend les masses paysannes et petites bourgeois au grand capital et qui, le 7 février 1934, a capitulé devant les bandes fascistes.

2<sup>o</sup> Propagande et action pour un programme de grandes revendications générales pour les travailleurs des villes et des campagnes :

Nationalisation des industries-clés (transports, mines, métallurgie, trusts chimiques, grands moulins, engrais, etc...).

Nationalisation et Contrôle des Banques.

Contrôle des paysans et des ouvriers sur l'économie. Semaine de quarante heures sans diminution de salaires.

En aucun cas ces objectifs ne peuvent être atteints

par des accords tripartites (syndicats ouvriers, capitalistes, état capitaliste) et par la propagande traditionnelle de meetings. Ils doivent être imposés à la bourgeoisie et non proposés pour son acquiescement.

3<sup>o</sup> Orientation des actions des masses pour ces mots d'ordre en vue d'actions générales de grande envergure à objectifs précis (meetings monstres, campagnes, démonstrations puissantes), préparés vigoureusement et non conditionnés par la légalité bourgeoise.

Popularisation et préparation de la grève générale destinée à unifier la lutte de toutes les couches et de toutes les catégories de travailleurs, par conséquent, comme une étape décisive vers la lutte insurrectionnelle pour le pouvoir.

4<sup>o</sup> Organisation des masses en vue de la conquête du pouvoir dans des comités par usines, par quartiers, par régions.

Ces organismes, animés par les membres du P. S. constitués pour faire participer le plus grand nombre de travailleurs de toutes tendances à la lutte pour la défense de leurs intérêts immédiats, deviendront dans le développement de la lutte les embryons des organes du pouvoir des travailleurs, s'opposant aux organes de l'Etat bourgeois et à leurs attributions.

5<sup>o</sup> Organisation de la défense ouvrière, création de milices ouvrières, propagande pour l'armement du peuple.

Avec l'exacerbation actuelle de la lutte de classes, de la proscrit et de la terreur fasciste, ne pas tout faire pour l'organisation de milices ouvrières puissantes et disciplinées, demander à un ministère bourgeois le « désarmement des ligues fascistes », c'est accepter par avance la défaite.

Le P. S. doit faire appel à ses meilleures forces pour renforcer ses organismes de défense existants, pour en créer sur toute la France, pour donner un exemple de dévouement et d'abnégation qui stimulera toutes les forces vives puissantes des travailleurs, pour constituer la milice ouvrière.

Propagande intensive auprès des travailleurs encasernés et armés par la bourgeoisie pour les gagner à la cause des travailleurs.

Nécessité pour les masses travailleuses de s'armer en vue des combats décisifs.

6<sup>o</sup> Les prolétaires de France exigent l'octroi de libertés élémentaires aux indigènes des colonies opprimées par la bourgeoisie française (libertés syndicales, de presse, de réunion, etc...). La classe ouvrière de France ne peut conquérir le pouvoir qu'en liaison avec les peuples et classes exploités par le capitalisme français aux colonies.

Il faut organiser la solidarité avec les populations asservies de l'Afrique du Nord et du Sud, de l'Indochine, des Antilles, etc..., de même qu'il faut lutter contre le courant xénophobe afin d'assurer aux prolétaires immigrés en France les mêmes droits qu'aux travailleurs français.

#### LES METHODES

La lutte pour le pouvoir n'exclut pas la lutte pour les revendications partielles des travailleurs. Mais, dans la situation présente, plus qu'à toute autre époque, les réformes sociales, les victoires partielles, ne peuvent être que les sous-produits de la lutte révolutionnaire.

Il faut donc condamner comme illusoire et dangereuse une politique préconisant une lutte essentiellement économique, basée sur des revendications partielles détachées de l'objectif central du pouvoir.

Il faut condamner également comme illusoire et dangereux les espoirs dans les méthodes legalistes et parlementaires, ou tout autre méthode non définie prétendant n'être ni le réformisme ni la voie révolutionnaire. L'expérience du passé le plus lointain comme le plus proche enseigne que « la force est la grande accoucheuse des sociétés » (Marx). Utilisant les conquêtes subsistant de la période démocratique comme moyen et point de départ pour une action non limitée par la légalité bourgeoise, utilisant l'action légale et illégale, l'action des masses conduite par les socialistes doit briser l'armature sociale de l'Etat capitaliste, instaurer révolutionnairement le pouvoir prolétarien et édifier la société socialiste.

#### LE REGROUPEMENT RÉVOLUTIONNAIRE

La victoire des travailleurs dépend essentiellement de l'existence d'une direction révolutionnaire, c'est-à-dire, dans les conditions présentes d'organisation de la classe ouvrière, d'un regroupement de ses éléments conscients, dans un seul parti révolutionnaire international, constitué sur la base des enseignements des victoires et des défaites.

Ce regroupement se fera essentiellement dans le feu de l'action commune et dans l'élaboration et la critique commune de celle-ci.

C'est pourquoi :

a) En ce qui concerne la réalisation de l'unité organique, le P. S. se prononce pour la tenue de réunions communes, entre membres des organisations ouvrières de toutes tendances ;

b) En ce qui concerne le front unique, le P. S. travaillera à son renforcement en le gagnant à une politique de lutte pour le pouvoir.

Le front unique actuel tout de passivité vis-à-vis du fascisme sous le masque d'une pression courtoise sur le gouvernement Flamin dissipe l'ardeur et la combativité des travailleurs, a déjà semé trop de désenchantement et risque de se retourner au profit des adversaires des travailleurs.

# Le prolétariat est indivisible

Depuis le rétablissement du service obligatoire en Allemagne et de deux ans en France, les pourparlers de Berlin et de Moscou, les préparatifs de la conférence de Stresa ont marqué une activité diplomatique enfiévrée. Les plus beaux jours d'août 1914 revivent. L'impérialisme allemand, hérissé de baïonnettes, ne dissimule pas ses visées. La Sarre, Dantzig, Memel, l'Autriche ne constituent pour lui que des premières étapes. Hitler fait ouvertement passer le relèvement de l'impérialisme allemand par la voie du dépeçement de la Russie Soviétique.

« En face de l'Allemagne, la France, qui perd son assurance dans son armée de gendarmerie de l'Europe, multiplie les efforts pour dresser un bloc antagoniste dont la coalition compense son infériorité numérique et industrielle désormais acquise. L'Italie, la Petite-Entente et l'Union Soviétique doivent compter sur ce bloc. L'Angleterre, qui fait une politique à l'échelle du monde et non pas de l'Europe, l'Angleterre antisoviétique s'emploie à contenir la croissance des forces antagonistes dans le cadre de son agence de Genève, la Société des Nations. Elle tient sa férule dorée d'arbitre oscillante au-dessus des camps en présence, au service de ses propres et lointains intérêts. Les autres négocient son soutien.

De nouveau, le spectre de la guerre se dresse sur l'Europe. La faiblesse des bourgeoisies continentales minées dans leurs positions économiques, financières et sociales freine la course à la conflagration. Mais les paroxysmes de la crise, le désarroi et le déséquilibre permanents, la crainte du lendemain mettent les peuples à la merci d'une décision précipitée des bourgeoisies. A Stresa, la bourgeoisie française du service de deux ans, l'Italie qui a un million d'hommes sous les armes s'apprentent à tirer une première conclusion conditionnée par l'aboutissement ou non des marchandages avec les Anglais retour de Berlin et de Moscou : vers un « resserrement » du bloc offensif.

Les antagonismes irréductibles des impérialismes européens, responsables de la crise qui voue les travailleurs d'Europe à la misère, leur ménagent de nouvelles épreuves atroces. Dans la lutte contre le fascisme montant, contre la guerre menaçante, le prolétariat est acculé à arracher le pouvoir à la bourgeoisie, à s'affranchir de la domination fatale des exploitateurs ou à subir ses effets effroyables. Berlin, Vienne, Oviedo, la Sarre sont autant d'étapes de la lutte qui décide du sort de l'Europe. Face aux préparatifs démocratiques et militaires, les partis prolétariens ont à dresser l'opposition active et implacable du prolétariat : pour devancer, par la victoire de la révolution prolétarienne, la guerre ou, au moins, préparer la défense du prolétariat contre le carnage et la chute dans « l'union sacrée », pour préparer son émancipation révolutionnaire contre sa bourgeoisie fautive de guerre.

Pour cela, il faut briser résolument avec l'« Union sacrée » qui est déjà pratiquée au sein de la guerre. Il faut dénoncer les accords de Rome comme la conclusion d'alliances impérialistes et des préparatifs de guerre. Il faut repousser et combattre les lois sur la défense passive en vertu desquelles nos camarades seront condamnés et devant lesquelles le groupe parlementaire s'est abstenu. Il faut non seulement poser mais résoudre la question de la défense nationale et affirmer que les socialistes appellent le prolétariat à ne soutenir en aucun cas la guerre de sa propre bourgeoisie contre une autre bourgeoisie, — qu'ils appellent le prolétariat à n'être pas dupe de la défense de la « démocratie » Doumergue-Flandin-de la Rocque, alliée de Mussolini et de feu Alexandre, bureau du Maroc et de l'Indochine, pour la conquête de ses marchés, de ses colonies et le renforcement de sa domination exploitatrice. Il faut en finir avec le simulacre de campagne contre les deux ans par les pétitionnements.

Devant les prodromes de la guerre, le Populaire devrait servir à en appeler aux prolétaires à préparer leur propre défense, à commencer leur propre action de sabotage de la guerre bourgeoise. Mais en appeler à Genève, c'est-à-dire à l'instrument de l'impérialisme anglo-saxon, en appeler à une politique sincèrement et efficacement pacifiste des bourgeoisies rivales, à d'impossibles conférences du désarmement, c'est accroître la duperie et le leurre dans les rangs des masses travailleuses. Et d'autant plus gravement quand par dessus tout cela on approuve avec toutes les fractions de la bourgeoisie les accords de Rome, préparatifs directs de la guerre.

Les dangers pour le prolétariat sont d'autant plus grands que l'impérialisme français vise à englober les prolétaires soviétiques dans sa coalition guerrière. L'Internationale communiste, dont la fausse politique a facilité le triomphe du fascisme allemand, se voit très gravement menacée par l'impérialisme allemand. La diplomatie soviétique, maîtresse de la politique de l'Internationale, mise plus, pour la défense de l'Etat prolétarien, sur le soutien des bourgeoisies rivales de l'Allemagne que sur la lutte des prolétaires. Par tout elle s'efforce de persuader et convaincre la bourgeoisie anglaise et la bourgeoisie française que leur intérêt bien compris consiste à la soutenir contre l'Allemagne ; à l'Angleterre elle dessine des plans de l'Asie ; à la France, Toukhatchevski s'efforce d'expliquer que les menaces d'Hitler contre l'Union Soviétique sont une feinte et que les premiers objectifs de l'état-major allemand sont constitués en réalité

par les mines du Nord et les ports de la Manche. « La paix est indivisible », s'exclame Litvinov aux basques des visiteurs. Malheureusement les bourgeoisies française et anglaise n'ont pas besoin d'être éclairées par les communistes sur leurs véritables intérêts. Et quand Péri consacre tous ses articles dans l'Humanité à presser le gouvernement français, malgré ses « atermoiements » et ses « hésitations » à s'engager plus hardiment dans la voie du pacte « d'assistance mutuelle » franco-russe, on se demande à quel lendemain les travailleurs sont voués par cette politique conjuguée qui, au nom du pacifisme génois au de la défense de l'U. R. S. S., reconstruit et renforce la coalition réalisée par l'impérialisme français.

Plus que jamais le prolétariat doit être préservé de l'Union Sacrée et entraîné dans la route de Lénine à servir l'Internationale révolutionnaire contre la guerre de la bourgeoisie. Plus que jamais, il faut démontrer que cette voie réalise la seule défense véritable et utile de l'U. R. S. S. et de la révolution prolétarienne — et non pas l'alliance avec Doumergue et l'état-major ou les pétroliers anglais.

Dans le parti socialiste, un premier article de Marceau Pivert a ouvert la voie. De son côté, le C. A. S. R. demande que la question soit portée devant le Congrès fédéral. Cette brèche doit s'élargir.

Des millions de vies humaines, le sort du mouvement ouvrier et sans doute le destin de l'Europe dépendent de la façon dont sera résolue le problème de la guerre qui vient : priver le prolétariat d'une absolue clarté sur cette question, c'est le river aux chaînes d'atrocités souffrantes.

Sans compter que c'est dans le présent immédiat lui-même la voie de la résistance efficace à la militarisation croissante de la société et à la montée du fascisme.

Francis GERARD.

# Les bolchéviks-léninistes d'U.R.S.S. sous le coup d'un nouvel amalgame

Le 18 janvier 1935, j'écrivais au sujet de l'affaire Zinoviev et autres : *Il serait d'une légèreté criminelle de penser que Staline renoncât à des tentatives de nous glisser quelque nouvelle « affaire » montée par la G. P. Ou et ses agents étrangers. Staline n'a pas d'autre méthode de lutte contre nous.*

Actuellement, sur la tête de nos amis en U. R. S. S. est suspendu le guet-apens d'un nouvel amalgame. Sa préparation est grossière et malpropre. Mais cela ne l'empêche assurément pas d'ouvrir la voie à de sanglantes répressions contre les bolchéviks et leurs proches.

Le 20 mars, la Pravda a publié une information sur l'expulsion de Léninegrad d'anciens nobles, gros industriels, propriétaires fonciers, juges et gendarmes tzaristes, en tout 1.074 individus. L'information ajoutait : « Une partie des expulsés est inculpée... pour activité contre l'Etat soviétique et au profit d'Etats étrangers. »

Nous laissons complètement de côté la question de savoir comment il pouvait se trouver à Léninegrad en 1935, dix-huit ans après Octobre, plus d'un millier de représentants dangereux de l'ancienne Russie tzariste. Est-ce à dire que la G. P. Ou, poursuivant et exterminant les léninistes, n'avait pas remarqué les ennemis de classe ? Ou est-ce que ce millier de ci-devant ne représentaient auparavant aucun danger et n'a levé la tête que maintenant, après que le régime staliniste a abouti à des actes terroristes à l'intérieur du Parti et à de sanglantes répressions massives contre la jeunesse du Parti ? D'une façon ou d'une autre, l'information officielle ne laissait aucun doute sur les personnes contre qui était dirigée l'épuration de Léninegrad : tous les 1.074 individus étaient exactement répartis selon les catégories des anciennes classes dirigeantes et de la bureaucratie tzariste.

Mais cinq jours plus tard, dans la Pravda du 25 mars, nous trouvons déjà une nouvelle version ; au sujet des arrestations et des expulsions, il est dit mot pour mot ce qui suit :

« La lie puante des trotskistes, des zinovévistes, des anciens princes, comtes, gendarmes, tout ce rebut, qui agissaient de concert, tente de miner les fondations de notre Etat. »

Ainsi parmi les 1.074 individus expulsés et inculpés, et en première place, se trouvent des « trotskistes et des zinovévistes », qui agissaient « de concert » avec d'anciens ministres et gendarmes tzaristes. Mais pourquoi donc le groupe des trotskistes et des zinovévistes était-il complètement absent de l'information officielle du 20 mars, qui faisait une énumération précise de toutes les catégories d'expulsés et d'inculpés ? C'est absolument clair : le laboratoire des amalgames s'est trouvé en retard et il apporte une « rectification » à l'information officielle quelques jours plus tard : « de concert »

# Où la bureaucratie staliniste mène-t-elle l'U.R.S.S. ?

## Tournant général à droite

Dans l'histoire de l'Union Soviétique un nouveau chapitre s'est ouvert. Le coup de revolver sur Kirov a retenti pour la plupart comme un coup de tonnerre dans un ciel clair. Pourtant, le ciel n'était pas clair. Dans l'économie soviétique, malgré ses succès, pour une part considérable à cause des succès, se sont accumulées de profondes contradictions, qu'il est impossible non seulement d'écarter, mais même d'adoucir uniquement à l'aide de décrets et de prescriptions d'en haut. En même temps s'est extraordinairement exacerbée la contradiction entre les méthodes bureaucratiques et les exigences du développement économique et culturel dans son ensemble. L'acte terroriste inattendu et surtout les procès qui l'ont suivi, les répressions administratives et la nouvelle épuration du Parti n'ont fait que donner une forme extérieurement dramatique au tournant général de la politique soviétique, qui est en train de s'accomplir depuis un an et demi. La direction générale du tournant est à droite, toujours à droite et encore plus à droite.

## Politique de statu quo

L'écrasement du prolétariat allemand, résultat de la politique funeste de l'Internationale Communiste, qui compléta le rôle de traître de la social-démocratie, a poussé l'Union Soviétique à entrer dans la Société des Nations. Avec le cynisme qui lui est propre, la bureaucratie a présenté à la population cet acte non pas comme une retraite, résultat de l'empirement de la situation internationale des Soviets, mais au contraire comme un très grand succès. Dans la victoire de Hitler sur le prolétariat allemand, les ouvriers et les paysans soviétiques sont obligés de voir une victoire de Staline sur la Société des Nations. Les discours, les votes à Genève et les entretiens de Litvinov révèlent suffisamment le fond du tournant ; si la diplomatie soviétique a vaincu quelque chose, c'est bien plutôt les derniers restes de gêne en face de l'opinion publique prolétarienne. Les critères de classe et de libération nationale dans la politique internationale sont définitivement rejetés. Le seul principe directeur est : statu quo !

En corrélation avec cela, l'Internationale Communiste, évidemment sans délibération et sans le congrès promis (est-ce que les congrès servent à des choses sérieuses ?) a accompli le tournant le plus vertigineux de toute son histoire. De la théorie et la pratique de la « troisième période » et du « social-fascisme », elle est passée à une condition permanente non seulement avec la social-démocratie, mais même avec les radicaux-socialistes, principal soutien du gouvernement national en France. Le programme de lutte pour le pouvoir est maintenant traité de provocation contre-révolutionnaire. La politique d'« union » cassée avec le Kuo-Mintang (1925-1927) est transposée avec bonheur sur le terrain de l'Europe. Le but est toujours le même : maintien du statu quo européen !

## Tournant vers le marché libre

Dans le domaine de l'économie soviétique, le tournant, par ses tendances, n'est pas moins profond. Le principe du plan a révéilé toute sa force. Mais il a révéilé en même temps les limites de son application. Un plan économique fixé à l'avance, en général, et d'autant plus dans un pays arriéré de 170 millions d'habitants, avec de profondes contradictions entre la ville et le village, est non pas un ordre militaire, mais une hypothèse de travail, qui doit subir de soigneuses vérifications et des remaniements dans le processus de son accomplissement. Deux leviers doivent servir à régulariser le plan, un levier financier et un levier politique : un système monétaire stable et un écho actif des groupes intéressés de la population, écho qui signale les incohérences et les managements du plan. Or, l'initiative politique de la population est étouffée. La nécessité d'une monnaie stable, Staline l'a déclarée au dernier congrès du Parti « préjugé bourgeois ». Il fallut réviser cet heureux aphorisme, comme l'autre non moins fameux, sur les « jaunes » que sont social-démocratie et fascisme.

Y a-t-il longtemps que le même Staline promettait d'envoyer la Nep, c'est-à-dire le marché libre « au diable » ? Y a-t-il longtemps que toute la presse proclamait à grands cris le remplacement de l'achat et de la vente par la « répartition socialiste immédiate » ? Et la carte de consommation était considérée comme le signe extérieur de cette « répartition ». La monnaie soviétique devait, selon cette théorie, se changer dès la fin du second plan quinquennal en simples cartes de consommation, dans le genre des billets de théâtre ou de tramway. Y aurait-il place, en effet, pour la monnaie dans une société socialiste, où il n'y aurait ni classes, ni contradictions sociales, où les produits seraient répartis selon un plan d'approvisionnement ?

Mais toutes ces promesses s'éteignaient à mesure que le second plan quinquennal approchait de sa fin. La bureaucratie doit maintenant s'adresser « au diable », en le priant très humblement de lui rendre le marché qu'elle lui avait donné en garde. Certes, le commerce doit, selon les prévisions, se réaliser uniquement par l'organe de l'appareil étatique. L'avenir montrera dans quelle mesure on réussira à maintenir ce système. Si le kolkhoze fait du commerce, le kolkhozien aussi commerce. Il n'est pas facile d'établir la limite où un kolkhozien qui commerce se change en commerçant. Le marché à ses lois.

## Le passage à l'économie monétaire

Le système des cartes de consommation, à commencer par celles de pain, est graduellement aboli. Les relations entre la ville, le village et l'Etat doivent à un degré croissant être régularisées par des rapports monétaires. Pour cela il faut un tcheronetz stable. On fait des

efforts énormes et non sans succès, pour se procurer de l'or.

La traduction des relations économiques dans le langage de la monnaie est absolument nécessaire au stade primitif actuel de développement socialiste pour vérifier l'utilité publique et l'efficacité économique des dépenses d'énergie faites par les ouvriers et les paysans ; c'est seulement par cette voie, qu'on peut, en régularisant les plans, rationaliser l'économie.

La nécessité d'une unité monétaire stable, dont le pouvoir d'achat ne dépende pas des plans, mais aide à les vérifier, nous l'avons montré dans ces dernières années des dizaines de fois. Les théoriciens soviétiques n'ont vu dans cette proposition que notre aspiration à la « restauration du capitalisme ». Mais il leur faut au plus vite se remettre à l'apprendre. La b c du marxisme a ses avantages.

## Qui paiera les fautes ?

Le passage au système de l'économie monétaire signifie inévitablement et avant tout la traduction de toutes les contradictions cachées et masquées de l'économie dans le langage sonore de l'or. Il faudra pourtant que quelqu'un paie les erreurs de calcul et les disproportions accumulées. La bureaucratie ? Evidemment pas ; la comptabilité et la caisse restent dans ses mains. La paysannerie ? Mais la réforme se produit en énorme partie sous sa pression et, au moins dans la période immédiate, c'est aux sommets du village qu'elle sera le plus profitable. Ce sont les ouvriers qui paieront ; les fautes de la bureaucratie seront réparées au compte de leurs besoins vitaux. L'abolition des cartes de consommation frappe directement et immédiatement les ouvriers, surtout leurs couches inférieures et mal payées, c'est-à-dire l'énorme majorité.

## Où est donc

## la disparition définitive des classes ?

Le principal but du retour au marché libre et à un système monétaire stable (ce dernier encore à l'état de projet) est d'intéresser immédiatement les kolkhoziens aux résultats de leur propre travail et d'écarter ainsi les conséquences négatives de la collectivisation forcée. Cette retraite est absolument dictée par les fautes de la politique précédente. Il ne faut pourtant pas fermer les yeux sur le fait que la finaissance des relations marchandes doit inévitablement signifier le renforcement des tendances individualistes et centrifuges dans l'agriculture, l'accroissement des disproportions entre kolkhozes et à l'intérieur des kolkhozes.

Les sections politiques (« politoldiéli ») dans le village furent introduites, sur le rapport de Staline, comme des appareils militarisés au-dessus du Parti et au-dessus des soviets pour contrôler sévèrement les kolkhozes. La presse du Parti glorifia les sections politiques comme le dernier mot de la « pensée géniale du chef ». Maintenant, après un an de travail, les sections sont liquidées jurtivement, presque sans néologie ; la bureaucratie bat en retraite devant le paysan ; la pression administrative est remplacée par une « smytchka » au moyen du tcheronetz ; ainsi le mirrelement coercitif fait place à une différenciation.

A la fin du second plan quinquennal nous avons, ainsi, non pas la liquidation des « derniers débris » d'une société de classe, comme l'avaient promis des bureaucrates pleins d'aplomb et d'ignorance, mais, au contraire, de nouveaux processus de différenciation de classe. Après l'épopée de la « liquidation » administrative « du koulak en tant que classe », s'ouvre l'ère des concessions économiques aux tendances koulaks du « kolkhozien aisé ». Au plus fort de la collectivisation forcée, les bolchéviks-léninistes ont prédit l'inéluctabilité d'une retraite. Zinoviev est mis pour dix ans en prison pour avoir osé douter de la possibilité de la réalisation de la collectivisation forcée (il n'y a aucun autre grief contre lui !) Qu'a donc montré l'expérience ? La retraite a commencé. Où elle s'arrêtera, on ne le sait pas encore. La bureaucratie staliniste a montré de nouveau qu'elle ne prévoit jamais le lendemain. Son empirisme à courte vue, qui est le résultat de l'étouffement de la critique et de la pensée, lui joue de vilains tours à elle-même et, ce qui est bien pire, au pays de l'édification socialiste.

(La fin dans le prochain numéro)

L'article ci-dessus est reproduit du N° 42 du « Bulletin de l'Opposition (Bolchéviks-Léninistes) ».

## L. TROTSKY

Extrait du Bulletin de l'Opposition (Bolchéviks-Léninistes), N° 43.

La C.G.T.U. et l'Unité Syndicale

Le Comité Confédéral National de la C.G.T.U. s'est tenu les 29 et 30 mars dernier...

La direction de la C.G.T.U. à son récent C.C.N., a livré une offensive violente contre les syndicats confédérés adhérant aux « Syndicats unifiés ».

Ainsi les militants agissants et minoritaires de la C.G.T.U. sont sous la menace d'une exclusion éventuelle.

L'attitude des dirigeants unitaires permet à Jouhaux de reprendre ses gens « en mains ».

Bienlôt, ils seront considérés comme des indisciplinés aux yeux mêmes de cette masse confédérée...

La direction unitaire, staliniste, favorise le jeu réformiste; elle maintient une attitude favorable aux syndicats unifiés...

Pourquoi cette situation? L'an dernier déjà, nous pouvions écrire: « Le stade du syndicat unique est dépassé ».

En définitive, absence d'un pôle d'attraction révolutionnaire, d'où incapacité de la C.G.T.U. de créer rapidement un courant puissant, irrésistible, véritablement unitaire...

Donc, nécessité d'une compréhension exacte de la situation et par suite d'une politique révolutionnaire conséquente.

Et le droit de fraction ou de tendance? Allons donc, est-ce qu'une organisation syndicale a déjà pu empêcher un courant de s'exprimer...

Intérêts sordides de boutique de part et d'autre, intérêts de la bourgeoisie chez les Jouhaux, Belin, etc., servilité vis-à-vis de la bureaucratie stalinienne...

Seule une opposition révolutionnaire solide, cohérente, qui s'engagera sur la voie tracée par les militants confédérés de l'Isère...

A tous ceux qui ont compris ce devoir nous crions: RASSEMBLEMENT!

BOITEL.

P.-S. — Ecrire à Boitel, « La Vérité », 8, rue Legouvé, Paris (X<sup>e</sup>), pour tous renseignements, pour développer et organiser ce travail.

Les syndicats unifiés et la lutte révolutionnaire dans la C.G.T.

Jouhaux a exprimé sa volonté de passer au stade des exclusions de nos camarades confédérés...

Nous devons déjouer cette menace qui aurait comme conséquence l'affaiblissement du courant révolutionnaire dans la C.G.T.

Il faut condamner les syndicats unifiés et préconiser des comités pour organiser l'action commune.

Ces comités ont les mêmes avantages pour la lutte revendicative ou défensive que les syndicats unifiés.

La lutte commune doit être menée sous des formes établies en fonction de l'activité révolutionnaire...

Nous ne pouvons que nous opposer par tous les moyens à toutes poursuites et saisies...

Stalinistes et Réformistes se rejoignent

La C.G.T. commence dans le Peuple la publication d'un projet de programme de grands travaux adopté en principe par son C.C.N.

La C.G.T.U. a adopté, à son Comité Confédéral National, le principe de « grands travaux d'utilité publique ».

Les deux directions confédérales, unitaire et confédérée, préconisent le financement à l'aide d'emprunts garantis par l'Etat.

Stalinistes et réformistes se retrouvent! Ainsi ils préconisent, avec les grands travaux, quelque chose d'impossible: un système capitaliste de financement tout neuf, sain et vigoureux...

Pendant la période du capitalisme ascendant il s'agissait de résorber des crises passagères de chômage et il apparaissait comme possible de recourir au palliatif des grands travaux épisodiques.

A l'heure actuelle, le capitalisme pourrissant jette sur le pavé un nombre toujours grandissant de chômeurs...

Vraiment les Stalinistes ne sont guère capables de diriger le mouvement ouvrier! Leur phraséologie d'agitation est le pire danger pour le mouvement ouvrier actuellement.

Et la direction de la C.G.T.U. elle, n'est même pas capable de maintenir son plan. Elle le livre à la bourgeoisie en « petits morceaux ».

Devant cette politique de faillite, seul le représentant de l'Isère au C.C.N. confédéré a mené à son sein du mouvement syndical, la voie du salut pour le peuple travailleur.

Et la direction de la C.G.T.U. elle, n'est même pas capable de maintenir son plan. Elle le livre à la bourgeoisie en « petits morceaux ».

Devant cette politique de faillite, seul le représentant de l'Isère au C.C.N. confédéré a mené à son sein du mouvement syndical, la voie du salut pour le peuple travailleur.

Et la direction de la C.G.T.U. elle, n'est même pas capable de maintenir son plan. Elle le livre à la bourgeoisie en « petits morceaux ».

Devant cette politique de faillite, seul le représentant de l'Isère au C.C.N. confédéré a mené à son sein du mouvement syndical, la voie du salut pour le peuple travailleur.

Et la direction de la C.G.T.U. elle, n'est même pas capable de maintenir son plan. Elle le livre à la bourgeoisie en « petits morceaux ».

Devant cette politique de faillite, seul le représentant de l'Isère au C.C.N. confédéré a mené à son sein du mouvement syndical, la voie du salut pour le peuple travailleur.

Et la direction de la C.G.T.U. elle, n'est même pas capable de maintenir son plan. Elle le livre à la bourgeoisie en « petits morceaux ».

Devant cette politique de faillite, seul le représentant de l'Isère au C.C.N. confédéré a mené à son sein du mouvement syndical, la voie du salut pour le peuple travailleur.

Et la direction de la C.G.T.U. elle, n'est même pas capable de maintenir son plan. Elle le livre à la bourgeoisie en « petits morceaux ».

Devant cette politique de faillite, seul le représentant de l'Isère au C.C.N. confédéré a mené à son sein du mouvement syndical, la voie du salut pour le peuple travailleur.

Et la direction de la C.G.T.U. elle, n'est même pas capable de maintenir son plan. Elle le livre à la bourgeoisie en « petits morceaux ».

Devant cette politique de faillite, seul le représentant de l'Isère au C.C.N. confédéré a mené à son sein du mouvement syndical, la voie du salut pour le peuple travailleur.

Et la direction de la C.G.T.U. elle, n'est même pas capable de maintenir son plan. Elle le livre à la bourgeoisie en « petits morceaux ».

Devant cette politique de faillite, seul le représentant de l'Isère au C.C.N. confédéré a mené à son sein du mouvement syndical, la voie du salut pour le peuple travailleur.

Et la direction de la C.G.T.U. elle, n'est même pas capable de maintenir son plan. Elle le livre à la bourgeoisie en « petits morceaux ».

Devant cette politique de faillite, seul le représentant de l'Isère au C.C.N. confédéré a mené à son sein du mouvement syndical, la voie du salut pour le peuple travailleur.

Et la direction de la C.G.T.U. elle, n'est même pas capable de maintenir son plan. Elle le livre à la bourgeoisie en « petits morceaux ».

Devant cette politique de faillite, seul le représentant de l'Isère au C.C.N. confédéré a mené à son sein du mouvement syndical, la voie du salut pour le peuple travailleur.

Résolution contre les deux ans et la guerre présentée par nos camarades à la Commission Exécutive de l'Entente de la Seine et repoussée sans discussion par la majorité J.S.R

NOUS SOMMES DANS UNE PERIODE DE PREPARATION DIRECTE A LA GUERRE

La crise a poussé les Etats impérialistes à resserrer dans le cadre national le plus possible les forces productives (« autarchie »).

Tous les brigands impérialistes arment fébrilement: l'Italie, l'Angleterre qui vient de mettre au point son aviation; l'Allemagne, qui l'a reconstituée.

C'est ainsi que la question des deux ans s'élargit. Il ne s'agit pas seulement de rester douze mois de plus dans les casernes.

Devant cette politique de faillite, seul le représentant de l'Isère au C.C.N. confédéré a mené à son sein du mouvement syndical, la voie du salut pour le peuple travailleur.

Déclaration de la tendance léniniste des Jeunesses Socialistes d'Orléans

La tendance léniniste des J. S. après examen de la situation politique française et internationale et de l'état du mouvement ouvrier et paysan...

Nous, Jeunesses léninistes des J. S. d'Orléans, déclarons donc fermement vouloir ouvrir au sein des organisations, en suivant le chemin tracé par Marx, Lénine, Liebknecht, Rosa Luxembourg et Trotsky.

Nous voulons donc être des véritables révolutionnaires dans le sens concret du mot, n'ayant qu'un seul intérêt et une seule pensée: la Révolution, et ceci non seulement en parole, mais du fond de notre être.

Nous voulons donc tant dans nos sections de Jeunesses que dans le parti, développer et fortifier notre position, dénoncer et envoyer le réformisme et la nous ne voulons à aucun prix la scission, mais simplement la démarcation entre révolutionnaires et non révolutionnaires.

Nous devons par ce moyen rallier le plus possible de nos camarades adultes sur notre programme d'action.

Il est temps d'en finir avec les querelles de clans, les calomnies et les rivalités personnelles. Notre tâche est gigantesque: lier notre jeunesse aux couches profondes de la jeunesse exploitée, rendre notre organisation plus cohérente, plus éduquée, plus combattive, disciplinée, coordonner et multiplier notre activité.

Nous devons avoir des liaisons très étroites avec les jeunes chômeurs, les jeunes ouvriers, les usines, les casernes, avec les jeunes paysans; pour notre fédération reprendre la proposition du camarade Boy par trop traitée à la légère, à savoir: développer partout la politique socialiste et fonder le plus rapidement possible des sections de J. S. Il s'agissait de diviser le Loiret en secteurs avec comme centre de rayonnement une ville où existait une section. La fédération n'en a pas tenu compte.

Des réunions doivent en plus être organisées en dénonçant aux masses la fausse démagogie fasciste et avec des mots d'ordre précis, contrôle ouvrier et paysan sur les banques, l'industrie et le commerce; nationalisation des banques, des industries, des assurances et des moyens de transport; licenciement de la police, droits politiques aux soldats; contre la guerre et toutes défenses nationales en régime capitaliste; pour un Etat ouvrier et paysan.

Plus particulièrement dans notre région agricole, nous devons assurer aux paysans une possibilité, celle de disposer d'eux-mêmes, de leurs forces et de leurs propriétés, de donner la préférence à telle ou telle forme d'exploitation.

Nous devons lutter pour la réalisation immédiate: 1° mêmes droits aux ouvriers agricoles qu'à ceux des villes; 2° expropriation des grands propriétaires, domaines et fermes modèles en faveur de l'exploitation collective; 3° abolition des formes esclavagistes de métayage, révision des baux en cours par des comités de paysans travailleurs élus par département; 4° révision des hypothèques, moratoire et s'opposer par tous les moyens à toutes poursuites et saisies; 5° dé-

noncer le système de loué, véritable marché de travailleurs. Critiquer impitoyablement le libéralisme bourgeois et aussi la démocratie. Il faut concentrer tous nos efforts pour opposer à l'organisation démocratique bourgeoise, une démocratie organisation ouvrier et paysanne. Il ne faut pas cesser de dénoncer les démocrates bourgeois et à chacune de leurs revendications il faut répondre par une autre plus radicale.

Nous reprenons les paroles mêmes de Karl Marx, dans les rapports du parti ouvrier révolutionnaire avec la démocratie petite bourgeoise, le premier collaborer avec la seconde contre la fraction de la chute de laquelle la démocratie aspire, mais le parti ouvrier s'oppose à la démocratie dans toutes les situations où celle-ci ne peut que se consolider elle-même. C'est pourquoi nous ne partageons pas les conceptions des J. C. qui à l'aide du front populaire, consolident cette démocratie, collaborant ainsi à l'instauration du fascisme, dernière phase de cette démocratie.

Nous devons cependant à toutes revendications partielles ou immédiates du prolétariat, poser en même temps celle de la lutte pour le but final de ce prolétariat, à savoir: « la Révolution », représentant ainsi la théorie même de Rosa Luxembourg.

Nous prenons donc dès maintenant nos responsabilités.

son affaiblissement et sa défaite, pour le triomphe de la révolution prolétarienne.

De quel côté de la barricade serez-vous pendant la guerre? Voilà la question que nous devons poser à Marcel Bidoux, à Léon Blum et à Maurice Thorez qui justifient tous les trois leur opposition aux deux ans en expliquant que cette mesure ne constitue pas une garantie pour la « patrie », que l'Etat-Major ne sait pas son métier et que Jaurès a donné le moyen de rendre plus efficace l'armée nationale.

Où ou non, les socialistes ont-ils à chercher avec leur bourgeoisie le moyen le plus efficace pour assassiner les ouvriers d'en face ou, avec les ouvriers d'en face, les moyens les plus efficaces pour égorger leur bourgeoisie?

Jeunes socialistes, nous devons répondre: Jamais avec notre bourgeoisie pour assassiner nos frères, les ouvriers des autres pays.

Toujours avec les ouvriers de tous les pays pour abattre notre bourgeoisie.

Les révolutionnaires peuvent et doivent appuyer la lutte des minorités nationales et des nationalités opprimées (peuples coloniaux), parce que ces luttes constituent un levier puissant contre les impérialismes.

Lorsque les ouvriers ont pris le pouvoir par les armes ils ont, non le droit, mais le devoir de défendre leur révolution par les armes contre toutes les attaques de la bourgeoisie nationale ou étrangère.

De même ils ont le devoir d'aider dans la mesure de leurs forces le prolétariat des autres pays à se libérer du joug de leurs bourgeoisies. Il ne s'agit pas de savoir qui attaque et qui se défend. Il s'agit de savoir quelle classe est au pouvoir et pour quels objectifs elle combat.

Pour les droits des ouvriers, pour la dictature ouvrière, pour la Révolution, nous sommes toujours prêts à nous défendre et à attaquer.

Pour un partage avantageux des peuples coloniaux à l'avantage de nos industriels nous ne marcherons jamais et peu nous importe de savoir si c'est ou non notre bourgeoisie qui attaque.

En régime bourgeois, selon la parole du Manifeste communiste, les prolétaires n'ont pas de patrie. On ne peut leur ravir ce qu'ils n'ont pas. Celui qui renie cette déclaration sans équivoque du Manifeste communiste trahit la classe ouvrière pour faire l'Union Sacrée avec sa bourgeoisie.

« L'ennemi est dans notre propre pays. » En 1914, les partis socialistes en guerre (sauf le Parti bolchevik russe) ont trahi les promesses des congrès internationaux (Stuttgart). Ils sont passés avec armes et bagages du côté de leur bourgeoisie nationale.

Le parti allemand parce que... l'Internationale avait intérêt à ce que son plus fort parti triomphe du tsarisme russe.

Le parti français parce que... il fallait défendre la Révolution... de 89 contre les barbares teutons.

Tous les partis parce que leur « patrie » avait été attaquée; pour la Paix, le Droit et la Civilisation.

Tous les partis socialistes se sont vautés dans la boue de la défense nationale et de l'Union Sacrée.

Union Sacrée? Est-ce que loin d'être atténuée au moment de la guerre, la lutte de classe n'est pas exacerbée par la guerre?

Est-ce que le fait de déclencher une guerre meurtrière, d'imposer aux prolétaires la suppression de toutes leurs libertés, peut suffire à justifier l'union sacrée des bourgeois et des victimes pour la sauvegarde des coffres-forts bourgeois?

On ne nous aura pas, pour défendre notre bourgeoisie nationale.

Ni au nom des droits de la patrie menacée: parce que toutes les « patries » prétendent toujours être victimes d'une agression, parce que cette question du premier qui attaque est une question de technique militaire de peu d'importance, parce qu'au demeurant cette patrie n'est pas la nôtre, les intérêts de la bourgeoisie ne sont pas les nôtres et qu'il nous est indifférent de savoir lequel de deux bandits impérialistes a agressé l'autre le premier;

Ni au nom de la défense de la démocratie: parce que c'est un bobard usé, que dans les deux camps indifféremment sont des bourgeoisies « démocratiques » et « fascistes » (nos alliés: l'Italie et la Yougoslavie), parce que défendre la démocratie, cela signifie seulement mener la lutte pour les droits démocratiques conquis par le prolétariat (en cas de guerre contre la censure militaire et la répression);

Ni au nom de la défense de l'U.R.S.S.: parce qu'on peut défendre la Révolution d'Octobre non par l'Union Sacrée avec la bourgeoisie internationale, mais seulement par la lutte sans merci contre notre propre impérialisme.

Nous, révolutionnaires, nous connaissons une seule Union Sacrée: celle des prolétaires de tous les pays contre la bourgeoisie internationale. Que les partisans de la défense nationale s'apprêtent à unir leurs ef-

forts avec leur bourgeoisie nationale pour assurer « la défense de la Patrie », c'est-à-dire pour organiser le massacre des ouvriers. Sous le drapeau de Marx, de Liebknecht, de Rosa Luxembourg et de Lénine, nous unirons nos efforts avec les ouvriers de tous les pays pour assurer le renversement du pouvoir bourgeois.

Le désarmement est un mensonge. La faillite des illusions pacifistes, le mensonge du désarmement apparaissent flagrants. Tant de conférences du désarmement réunies à grand fracas sous la présidence du travailliste Henderson n'ont mené qu'à un surarmement accéléré. Cette fameuse Société des Nations, loin de répondre aux espérances des pacifistes, a été seulement ce qu'elle devait être: le marché où les nations de proie se partageaient le butin, l'autre où les brigands impérialistes imposaient leur volonte.

Seul le régime socialiste en supprimant les frontières, en abolissant la propriété privée, en remplaçant la concurrence des brigands capitalistes par l'union de tous les travailleurs permettra la paix du Monde. C'est pourquoi la lutte pour la paix signifie la lutte sans merci pour la dictature du prolétariat.

« Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage. » (Jaurès.)

On trompe le prolétariat quand on lui fait croire qu'il peut attendre la paix de la bourgeoisie, de sa bonne volonté éventuelle de désarmer, de ses conférences internationales de brigandages et de ses institutions de laquais (comme la S.D.N.). On l'empêche ainsi de préparer la seule lutte effective contre la guerre impérialiste: la préparation systématique de la prise du pouvoir.

Mais il ne suffit pas de dire que la seule arme contre la guerre c'est l'insurrection (grève générale, etc.). En effet, au moment où la guerre est déclarée, le prolétariat a à subir le fardeau le plus écrasant: non seulement parce que bourgeoisie, qui joue sa peau, dispose de forces encore neuves et toutes mobilisées. Mais aussi parce qu'une partie même des ouvriers est entraînée par la presse qui fait chorus pour élamer le danger fasciste, la démocratie et l'U.R.S.S. en danger. Ils y sont entraînés par toute une aile du mouvement ouvrier qui sous les prétextes les plus plus hypocrites lui prône l'Union Sacrée. Aujourd'hui, ce danger est réel, aussi bien dans le P. C. que dans le P. S. (article de Ducloux dans l'Humanité, laissant entrevoir l'Union Sacrée pour la défense de l'U.R.S.S., discours de Blum et Thorez, articles de Paul Faure et M. Bidoux, articles de la presse soviétique approuvant les deux ans).

Le prolétariat se trouvera donc désarmé contre un ennemi armé jusqu'aux dents. Cette éventualité est la plus probable malheureusement au moment de la déclaration de la guerre. Les ouvriers ne doivent pas se faire d'illusions, qui seront cruellement déçues.

C'est dans ces conditions qu'apparaît tout le réalisme de la stratégie préconisée par Lénine: il faut transformer cette guerre impérialiste en guerre civile. Tourner ses efforts systématiques non vers l'affaiblissement et la défaite des ouvriers d'outre-frontière, mais vers la défaite de son propre impérialisme. Préparer systématiquement non la victoire de ses exploitateurs, mais la victoire des travailleurs contre leurs exploitateurs. Loin de supprimer les conflits de classe, la guerre les exacerbe. En même temps elle épuise les forces de la bourgeoisie. Les ouvriers ayant appris à la dure école de la guerre peuvent retourner contre la bourgeoisie, affaiblie par la guerre, les armes perfectionnées qu'elle a dû leur laisser dans les mains. Cela exige bien entendu l'existence d'un parti ouvrier conscient, cohérent, armé d'une doctrine marxiste intransigeante, animé de la volonté de vaincre et d'une discipline de fer. La tâche de l'avant-garde est de préparer un tel parti, guide des prolétaires vers la victoire.

La tâche de l'avant-garde contre les deux ans et contre la guerre, c'est la lutte pour la conquête des usines et principalement des ouvriers qui demain remplaceront les ouvriers à la machine, c'est la lutte pour la conquête de l'armée, pour convaincre les jeunes ouvriers sous l'uniforme qu'ils sont les frères des jeunes ouvriers des usines et des jeunes chômeurs: cela implique la lutte pour les revendications économiques et morales des soldats (prêt, voyages, brimades, durée du service, etc.) et pour leurs revendications politiques (droits de vote, droits politiques, droits de réunion, etc.). Il faut convaincre les jeunes ouvriers sous l'uniforme que l'ennemi est dans leur propre pays, que loin d'accepter de tirer sur les grévistes et les manifestants ouvriers, loin de suivre les ordres de coups de mains des officiers fascistes, ils doivent se considérer comme les soldats de l'armée rouge prolétarienne, et tourner leurs armes contre les officiers fascistes et contre la bourgeoisie.

Pour la tendance léniniste, A. BOY, DOLLON, BROSSARD.

# Tribune de discussion

## Revant la recrudescence du chômage

Flanera-t-il longtemps au Parti pour composer toute l'importance du problème du chômage ? Selon qu'il la comprendra vite ou non, il aura les chômeurs pour ou contre lui.

De semaine en semaine en effet, le contingent augmente à la vitesse de 9 à 10.000. Quoi faire ? Faut-il adopter la tactique qui consiste à envoyer les chômeurs aux soupes populaires organisées par de La Roche, sous prétexte d'user et de laisser les Croix de Feu ? Non ! L'objectif doit être de faire de la masse des chômeurs l'armée des révolutionnaires. Mais comment ?

Les instants sont précieux et notre tâche est grande. Les socialistes doivent immédiatement entrer dans les Comités de chômeurs, en former où il n'y en a pas, et prendre l'initiative d'y créer des commissions de travail (commissions de jeunes, de femmes, d'éducation) ; il faut s'attacher essentiellement à l'éducation qui revêt une grande importance : là est tout le problème.

Dans des conférences éducatives, on développera les causes de la crise, la responsabilité du capitalisme, et on donnera surtout aux chômeurs des perspectives en insistant sur la prise du pouvoir par les travailleurs. On n'oubliera pas d'intéresser les chômeurs à la lutte des ouvriers restés dans la production et on gardera le contact avec les organisations syndicales.

Si nous savons faire ce travail, si nous aurons dans ce sens, nous serons sûrs de vaincre.

DREAU.

Je me réserve de développer dans un prochain article le sujet de l'attitude à avoir devant les soupes populaires des Croix de Feu.

## Parti révolutionnaire

Il apparaît à tout simple militant que l'heure n'est plus aux divertissements épistolaires, aux polémiques de salon entre la droite et nous : nous avons trop bien gravé, devant les yeux, la ligne.

Jamais il ne viendrait à l'idée d'un militant que l'on pût se livrer à des échanges de nué respectueux avec l'un quelconque des représentants d'un régime que nous voulons tous abattre ; à plus forte raison si ce réactionnaire est doublé d'un homme ne paraissant pas avoir tous les scrupules indispensables pour assumer les responsabilités du poste qui lui est confié, comme Henry Lemery que le journal « La Lumière », strictement républicain, a flétri comme il le mérite.

Et pourtant les faits sont là : Frossard et Henry Lemery se renvoient gentiment la balle dans ce que « La République » appelle « le jeu de la politique, le tournoi de la gauche et de la droite, Lemery-Frossard » ; depuis deux semaines, leurs discussions confraternelles ornent la deuxième page du journal susnommé.

Le tournoi de la politique ! dans deux colonnes de journal. Ceux des Camarades qui se voient affliger quelques semaines d'hospitalité, un chômage forcé, des condamnations étonnantes, trouvent comme nul qu'il est intolérable que l'un de nos dirigeants, pour suévant je ne sais quelle politique, prostitue le parti dans une polémique nuisible avec un homme qui ne l'est pas moins.

Le duel de la gauche et de la droite ! dans deux colonnes de journal ; c'est tout ce que Frossard tire comme leçon des derniers événements ; qui écrit : « Mon cher Lemery... », qui retrouve après quelque dix années les mêmes termes, une communauté de vue avec le parti communiste : « Nos amis radicaux se sont aperçus qu'il gouvernait — Doumergue — non seulement contre nous, mais contre eux », qui fait l'apologie de la politique de l'éclaircie (cause de la rétrogradation du parti depuis la chute de Doumergue), « M. Flandin est l'objet de vives attaques parce qu'il se refuse de se mettre ouvertement au service de la réaction. »

Frossard se fichera-t-il longtemps des camarades ouvriers d'Héricourt et de la Haute-Saône, qui supportent si durement la crise actuelle et qui n'ont que les trous de leur pain et l'eau qu'ils boivent à défendre, quand il écrit : « Je ne veux pas qu'il y ait d'équivoque entre nous — M. Lemery —, je ne nie pas le devoir de défense nationale, je le proclame... La France a le droit d'assurer sa propre sécurité par les moyens qu'elle juge nécessaires... S'il faut remanier notre organisation militaire, il appartient au Gouvernement de le dire. »

Est-ce que le travail que les militants poursuivent depuis des mois dans les couches travailleuses et dans le parti, pour amener celui-ci à prendre enfin des mots d'ordre et des initiatives dignes de nous, n'a

été gâché par l'un quelconque de ceux que nous remarquons avec tant de patience depuis si longtemps ?

Est-ce que nous nous faisons casser la figure pour que M. Lemery réponde à l'un de nos dirigeants (République du 13 février 1935) : « Notre débat quotidien se termine. Il me reste à conclure après avoir remercié la République de la libérale hospitalité, ainsi que mon adversaire Frossard de sa courtoisie et de sa modération. Je constate avec plaisir que sur certains sujets — comme les étrangers et la défense des frontières — M. Frossard et moi nous sommes trouvés moins éloignés l'un de l'autre que nous le supposions. Je me réjouis que des deux thèses fondamentales du marxisme, à savoir : le reniement des patries et l'abolition de la propriété, ce soit la première qui se soit le plus amendée dans l'esprit de mon contradicteur ? »

Nous commençons à être un certain nombre de camarades qui en avons assez de ce sagement continu de ce que nous entreprenons, de ce frein à nos bonnes volontés. Ceux qui ne se sentent plus à l'aise quand le parti devient un parti de lutte de classes, n'ont qu'à partir. Quant à nous, militants, la politique en eau trouble ne nous agrée aucunement et nous saurons le signifier à ceux qui cherchent continuellement à nous laisser attachés aux basques de tout gouvernement qui n'est pas d'extrême-droite absolue.

## Défense nationale

Dans la question de la défense nationale, comme dans bien d'autres, le parti S.F.I.O. est loin d'avoir adopté une position nette. Ou plutôt maintenant, dans son immense majorité, la vieille attitude social-patriote. Les partisans de la défense nationale tiennent au baïnet du fait de la victoire des nazis en Allemagne.

N'est-il pas évident, nous disent-ils, que le prolétariat socialiste a tout intérêt à défendre les libertés démocratiques contre le fascisme ? N'était-ce pas Jaurès lui-même qui nous a fait comprendre la nécessité de défendre la France, héritière de 89 et 93, contre le militarisme monarchiste des Hohenzollern ?

Nous n'insisterons pas sur le fait que l'attitude de Jaurès dans cette question a été entièrement erronée.

Nous ferons plutôt ressortir les faits marquants de l'évolution capitaliste des vingt dernières années. La guerre de 1914-18 a accéléré, dans le monde entier, l'évolution du capitalisme vers la monopolisation, vers l'interpénétration du capital bancaire et du capital industriel et commercial, vers la formation du capital financier.

Le degré d'exploitation des masses laborieuses, prolétaires et petites bourgeoises, s'est accru, dans les métropoles comme dans les colonies. La capacité d'accumulation des capitalistes a augmenté, l'appareil de production s'est gonflé énormément.

La crise économique devient chronique ; elle écrase ou menace d'écraser la petite bourgeoisie et la pousse à la révolte. Le grand capital s'efforce d'exploiter le mécontentement dans un sens réactionnaire. La crise économique se complète par la crise politique.

Et comme le prolétariat se montre incapable de rassembler les masses pressurées et impatientes sous un drapeau socialiste révolutionnaire, le danger fasciste se précise. Dans cette situation générale, les guerres de la bourgeoisie d'aujourd'hui n'ont plus la moindre ressemblance avec les guerres de la grande révolution française.

Les guerres de la bourgeoisie des grands pays capitalistes d'aujourd'hui ne peuvent en aucun cas aboutir à une consolidation ou à un rétablissement des libertés démocratiques. Au contraire, elles aggravent les antagonismes sociaux, augmentent le pouvoir de la grande bourgeoisie, écrasent la petite et la poussent au désespoir. Les éléments les plus chauvins, les plus réactionnaires, sont placés à la tête du gouvernement et de l'armée et se voient investis de pouvoirs extraordinaires considérables, véritablement dictatoriaux.

Au bout de la guerre impérialiste ne se trouve nullement le rétablissement de la démocratie en Allemagne, mais celui du FASCISME EN FRANCE.

Toute cette évolution ne peut être évitée qu'à la condition de voir le prolétariat socialiste s'affirmer comme force indépendante, vigoureuse, socialiste, révolutionnaire.

Or, dès que le prolétariat adopte le point de vue de la défense nationale en régime capitaliste, il tombe en dépendance totale de la bourgeoisie, il en devient le prisonnier. Ce n'est pas lui qui dirige la guerre, ce

n'est pas lui qui occupe les postes de commandement. Ce n'est pas lui non plus qui conduit la paix et en dicte les conditions.

Un parti socialiste adoptant le point de vue de la défense nationale en régime capitaliste, n'est plus qu'un cadet servile de la bourgeoisie et de son gouvernement du G.O.G. Il est tout juste bon pour pousser les travailleurs à la boucherie, pour aider à la mobilisation de toutes les forces de la nation dans l'intérêt de la bourgeoisie et de sa guerre impérialiste.

Que la guerre se termine par une « victoire », ce n'est que la bourgeoisie qui pourra éventuellement en profiter.

Quelle se termine par une défaite, le parti socialiste aura à ce moment-là à un tel point perdu ses traits socialistes, il sera tellement pénétré, de haut en bas, d'éléments social-patriotes et opportunistes, hostiles à toute idée de révolution et de dictature du prolétariat, qu'il se montrera totalement incapable d'utiliser la défaite pour une prise révolutionnaire du pouvoir.

Le seul profiteur de la défaite sera toujours le fascisme.

D'ailleurs, la bourgeoisie française n'hésitera pas une minute, dans une guerre éventuelle avec l'Allemagne, de conclure des Alliances avec la Yougoslavie et l'Italie fascistes. Elle se moque pas mal de la forme démocratique ou fasciste du gouvernement qui peut lui venir en aide.

D'autre part, si la bourgeoisie faisait réclamer la guerre à l'Allemagne hitlérienne dans l'unique ou principal but de défendre les libertés démocratiques et de combattre le fascisme — alléguation véritablement naïve ! — ne devrait-elle pas commencer par le combattre dans son propre pays ?

Il y a quantité d'autres raisons qui militent contre la thèse de la défense nationale en régime capitaliste par le parti socialiste, sous quelque forme que ce soit. Nous aurons peut-être l'occasion d'y revenir.

Constatons, pour terminer aujourd'hui, que les véritables raisons de l'attitude des sociaux-patriotes ne sont pas, en dernier lieu, à rechercher dans leur désir de défendre les libertés démocratiques. Ils ne sont pas partisans de la défense nationale parce qu'ils espèrent ainsi plus rapidement nous rapprocher du socialisme. C'est en réalité parce qu'il est très peu commode de lutter efficacement, par des moyens révolutionnaires, contre la guerre. Parce que la guerre n'est pas moins terrible que la guerre elle-même, tout aussi impitoyable, tout aussi cruelle. Mais alors, ne voudrait-il pas mieux de parler ouvertement ?

H. DOLLET.

## Les questions d'organisation sont des questions politiques

Il n'y a pas très longtemps, quand vous vous aviez de traiter au sein du parti des questions d'organisation vous aviez l'impression d'être pris pour un Marsien descendu de la planète ; vous étiez un intrus émettant l'oublicieuse prétention de porter atteinte à des institutions sacrées et vous vous heurtiez, dans un parti révolutionnaire, à un conservatisme de structure inimaginable. Durant ce temps, au nom d'une autonomie déifiée, régnait à tous les échelons dans le travail du parti la plus belle anarchie qu'on ait pu concevoir. Il semblait qu'en dehors des congrès la C.A.P. n'ait eu que faire de l'avis des fédérations ni celles-ci de celui des sections. On vous affirmait sans rire qu'un tel état de choses s'identifiait si étroitement avec la nécessaire démocratie intérieure qu'ils étaient inséparables l'un de l'autre ; si une telle affirmation avait été fondée comme on aurait été tenté de croire : « Alors, à bas la démocratie ! ». Fort heureusement, il en est tout autrement, je n'en veux pour preuves que la récente réorganisation de la C. E. de la Seine et la nature des préoccupations qu'elle reflète ; il y a là un embryon d'organisation qu'il faudra développer si nous voulons avoir un parti apte à la conquête des masses ouvrières et paysannes. Nous agions dans la Seine une petite équipe de militants — certes dévoués — se partageant au petit bonheur, outre les besoins administratifs quotidiens, la lourde charge de répondre aux trop nombreuses demandes d'orateurs des sections ; nous avions désormais une C. E. dont le travail, mieux réparti, pourra être mieux exécuté. C'est un pas ; au regard du trop long état de choses antérieur, c'est même un grand pas ! C'est pourtant insuffisant. Les événements vont vite ; s'ils nous devançaient, le fascisme nous écraserait, nul ne sait pour combien de temps ; il faut donc que nous soyons à bref délai en mesure de conquérir rapidement les larges masses ouvrières et paysannes et de neutraliser les classes moyennes en voie de prolétarianisation, sinon de les amener à nous.

Que faut-il pour cela ? 1° Définir clairement le but ; 2° Forger l'outil en fonction du but qu'il doit nous permettre d'atteindre et la machine en fonction de l'outil qu'elle doit promouvoir. Le but c'est la société socialiste sans classes, l'outil c'est le plan et la machine le parti.

## I. LE BUT

On ne parle guère du but ; si on l'évoque parfois dans des réunions éducatives, ce n'est généralement que pour crier haro sur les utopistes qui ont jadis tenté de le définir. Pourtant, la race de ces « utopistes » n'est pas éteinte et c'est fort heureux pour le socialisme. En art, on peut se fier à son inspiration et entreprendre une œuvre sans savoir ce qu'elle sera quand on l'aura terminée. Le socialisme n'est pas un art mais une science. Je sais bien qu'il serait exagéré

## Notre semaine de collectage pour « La Vérité »

Les premiers résultats de la Journée de « La Vérité » (7 avril) qui sont parvenus à la Commission d'Administration du Journal sont fort encourageants. La Commission a décidé dès lundi dernier de transformer cette Journée en une « semaine de collectage » du 7-14 avril.

Que tous nos camarades redoublent donc d'efforts pour la vente d'insignes, pour la prise de commandes de cartes ainsi que pour la recherche des abonnements avec prime.

Que tous nos amis leur réservent le meilleur accueil.

Le Dimanche 14 avril au soir, les listes devront être définitivement closes, puis retournées à Paris, avec le produit des commandes. Les livraisons seront effectuées par retour.

## A FONTENAY-SOUS-BOIS

LES ARGUMENTS DE CAPRON, MAIRE COMMUNISTE, CONTRE LE MOT D'ORDRE DE L'ARMEMENT

Il faut relever à propos du meeting de Fontenay-sous-Bois le discours de Capron, représentant le parti communiste.

Notre camarade Molinier, blessé par les J. P. en venant assurer le service d'ordre, venait de dire quelques mots concis et essentiels, et, acclamé par l'auditoire, il venait de tirer de l'incident les leçons nécessaires.

Capron, qui lui succéda, tint avec calme et dignité à montrer l'inopportunité des propos du camarade Molinier.

« Oui, dit-il en substance, Lénine appelait les ouvriers à s'armer et à former des milices, mais... c'était en 1917... (1). Les conditions étaient tout autres... Mais aujourd'hui, camarades, est-ce que nous pouvons constituer des groupes pour lutter physiquement contre les fascistes ? Camarades, vous le savez bien, si vous avez des mitrailleurs ils ont des revolvers, si vous avez des revolvers ils ont des fusils, si vous employez les fusils ils répondront par des mitrailleurs, et si vous avez des mitrailleurs ils ont les canons, les gaz, les avions... (textuel). Ah ! si nous étions mobilisés... c'était pendant la guerre qu'on pouvait appeler les ouvriers à cela, parce qu'alors nous avions les armes, etc... »

De sorte qu'aujourd'hui, il n'y a qu'à aller se coucher... en attendant que le Gouvernement veuille bien nous appeler à aller recevoir les armes, c'est-à-dire en attendant la prochaine...

C'est ainsi qu'un chef communiste, qui fait acclamer le pouvoir des Soviets par un millier d'auditeurs, note par les arguments les plus hauts des réformistes réactionnaires, l'enthousiasme de la masse, si, par malheur, on a montré d'une façon tangible à celle-ci comment écraser les bandes fascistes et accéder au pouvoir des Soviets.

L. B.

## Léon TROTSKY

## La Bureaucratie Stalinsiste et l'Assassinat de Kirov

Prix : 3 frs

Edition de la Librairie du Travail

17, Rue de Sambre-et-Meuse - PARIS-10.

de prétendre qu'il est une science exacte, mais il serait aussi dangereux de le présenter comme une science purement expérimentale, encore que même les sciences expérimentales, basées sur l'observation de phénomènes passés, permettent dans une large mesure de préjuger des phénomènes à venir ; n'est-ce pas là ce qu'a fait Marx... avec assez de bonheur ? Et qui nous empêcherait de prévoir quel devra être, tout au moins dans la société transitoire qui succèdera à la nécessaire période de dictature du prolétariat, le rôle respectif des municipalités, des syndicats, des coopératives ? Si nous faisons cela nous pourrions désormais répondre autrement que par de vagues généralités à ceux — et ils sont nombreux — qui nous disent : « C'est entendu, la société est mal faite mais on ne démolit que pour rebâtir ; que voulez-vous mettre à la place de cette société décrépie ? » Il faut que nous puissions répondre : « Nous mettrons d'abord ceci et cela, ensuite nous discuterons ensemble, vous et moi, c'est-à-dire la collectivité, des perfectionnements nécessaires. » Je ne conçois pas qu'aucune personne raisonnable puisse se satisfaire d'une réponse moins précise.

Un groupe d'intellectuels nous propose cette formule : « La production aux syndicats, la répartition aux coopératives, les services publics aux municipalités unions et fédérations de municipalités. » Certains diront que c'est là redécouvrir l'Amérique ? Ce n'est pas si sûr et peut-être conviendrait-il que le parti en discutât afin d'élever enfin, bien en vue, sur l'horizon social, la charpente du futur édifice vers lequel il appellera les masses à se diriger.

(A suivre.)

BERANDE.

Le Gérant : P. FRANK.

De Coster Fils, 12, r. Notre-Dame-de-Nazareth, Paris-8<sup>e</sup>

## Convocations

Tous les camarades disponibles doivent venir au local SAMEDI 13, à 14 HEURES, pour travail collectif : classement et expédition des bouillons du journal.

SECTEUR A : Lundi 15, à 20 h., lieu habituel.

SECTEUR B : Lundi 15, à 20 h. 30, au local de la « Vérité », réunion élargie aux sympathisants. A l'ordre du jour : LA DEFENSE NATIONALE.

SECTEUR C : Lundi 15, à 20 h. 30, « Au Lion d'Afrique », place d'Italie, réunion élargie aux sympathisants. A l'ordre du jour : LA LUTTE CONTRE LA DEFENSE NATIONALE.

COMMISSION DE CONTROLE, Samedi 13 avril, à 17 h., au local.

JEUNES. — ASSEMBLEE GENERALE le samedi 13 avril, à 20 h. 30, Salle Augé, 6, rue des Archives (Métro Hôtel-de-Ville). Ordre du jour important. Présence de tous les jeunes indispensable.

## APRÈS LA GRÈVE DE TRITH-SAINT-LEGER

Au cours de l'année 1934, les métallos avaient déjà subi deux diminutions importantes de salaires. L'annonce d'une nouvelle diminution provoqua une colère générale dans l'usine. La Direction refusa de recevoir les délégués ouvriers. Ce fut la grève.

Le conflit prit de suite une forme violente. Pendant vingt-quatre heures, les ouvriers firent grève sur le tas dans l'usine et refusèrent d'en sortir, en se faisant ravitailler sur place.

Trois syndicats (unitaire, chrétien, confédéré) avaient des effectifs faibles : 10 % à peine de l'effectif total. Un Comité de grève fut régulièrement élu. La tâche était rude avec un déploiement inouï de forces de répression (trois gardes mobiles tous les vingt-cinq mètres gardant toutes les routes, gardes mobiles à la porte des militants connus). Les piquets de grève firent preuve d'un héroïsme rare : levés chaque matin à trois heures, tenir la faction pendant plusieurs heures le ventre vide, se battre avec les gardes mobiles à coups de briques.

Les économies des grévistes étaient pour ainsi dire nulles, étant donné les diminutions massives et le chômage partiel pratiqués depuis un an. Les caisses syndicales étaient insignifiantes, étant donné le petit nombre de syndiqués. Les Comités Antifascistes des environs entreprirent des quêtes qui furent fructueuses et permirent de payer aux grévistes 4 et 5 francs par jour.

Il fallut lutter contre les bruits alarmistes que faisait répandre le patronat par l'intermédiaire de la grande presse et de ses hommes de confiance. A Valenciennes, à Trith, à Maing, le contact était permanent entre les grévistes et il ne se produisit aucune défection. Mais les quinze cents ouvriers se répartissaient entre trente communes souvent fort éloignées. Il devenait souvent impossible d'aller démentir les bruits alarmistes et c'est ainsi que les ouvriers les plus éloignés reprirent les premiers le travail.

La Direction employa le procédé des lettres personnelles, qui dans les centres furent apportées par les ouvriers au Comité de grève, mais trompèrent les ouvriers isolés, d'autant plus que la Direction opéra quelques flambées pour faire croire de loin que l'usine marchait.

La tentative d'élargir la grève réussit pleinement à Louvroil, mais c'était loin d'être suffisant. La grève se ressentit beaucoup de son caractère spontané et de son impréparation. C'est là que l'on mesure tous les maux de la division syndicale.

Le déploiement de forces de répression fut intense. Presque autant de gardes mobiles que de grévistes. A cet égard, les partis ouvriers furent inactifs. Organiser des quêtes et interpellé à la Chambre, c'est tout à fait insuffisant. Il fallait organiser de grands meetings de protestation pour le reste de la population, faire démissionner les municipalités ouvrières pour exiger le retrait de la force policière.

Enfin, aucun mot d'ordre général ne fut lancé. La grève de Trith posait impérieusement le mot d'ordre de contrôle ouvrier sur la production. « Tu prétends être obligé de me diminuer, patron, fais voir tes bénéfices ! » Ce mot d'ordre était dans la logique de la grève. Un métallos

## La VÉRITÉ n'est plus mise en vente dans les kiosques.

Camarades ! Amis ! Abonnez-vous ! aidez-nous !

Abonnement à la « Vérité » :

	France	Etranger
13 n <sup>os</sup> successifs :	5 fr.	7 fr. 50
26 — — —	10 fr.	15 fr.
52 — — —	20 fr.	30 fr.

Renouvelez votre abonnement à temps ! (le numéro d'échéance est indiqué sur votre bande). C. C. P. : Pierre Frank, 1368-55, Paris.

Vient de paraître :

## La Brèche Syndicale

(Comment les Millions de l'Union Départementale confédérée de l'Isère battent en brèche la position réformiste de l'édifice confédéral et frayent la voie au mouvement syndical révolutionnaire.)

Cette brochure est éditée par le Comité National Provisoire pour une opposition révolutionnaire dans la C. G. T. En vente à « La Vérité » au prix de 0 fr. 50.

Toutes les garanties scientifiques de l'Hôpital et le libéré des soins à domicile

TARIF ACCESSIBLE A TOUS particulièrement aux Assurés sociaux

MAISON DE SANTÉ DE PARIS SUD du Docteur LACROIX ANTOINE

50, Avenue de Fontainebleau, VILLEJUIF (ITALIE 11-25) Etablissement privé le moins coûteux de la région de Paris

## Pour propager la VÉRITÉ

envoyez-nous des adresses de camarades à qui nous ferons le service avant de solliciter leur abonnement.

NOMS

ADRESSES

liste communiquée par :